

RÈGLEMENT DES OLYMPIADES DE PHYSIQUE FRANCE

Avril 2021

!!br0ken!!!br0ken!!

Les Olympiades de Physique France sont un concours de physique à caractère expérimental organisé à l'initiative de la Société Française de Physique (SFP) et de l'Union des Professeurs de Physique et de Chimie (UdPPC). Les instances représentatives, tant nationales que régionales, de ces deux sociétés ont la responsabilité d'agréer les membres des divers comités et jurys qui assurent l'organisation et le fonctionnement des Olympiades de Physique France (cf. Articles 7 et suivants).

Article 2.

Les épreuves du concours sont ouvertes aux élèves des classes de première et terminale, voire de seconde, des lycées d'enseignement général, technologique et professionnel quel que soit le régime contractuel de ces établissements (lycées publics, lycées privés sous contrat ou établissements privés). Des équipes francophones de lycées de l'étranger à stade de scolarité équivalent sont bienvenues.

Article 3.

L'objectif des Olympiades de Physique France est de promouvoir le goût et la culture scientifiques par l'intermédiaire de projets à caractère largement expérimental en physique. Elles évaluent et récompensent des démarches menées à bien collectivement par des équipes de lycéens sur une période de l'ordre d'une année et s'appuyant sur la physique. Chaque équipe est constituée de deux à six élèves. Elle peut inclure, à raison de 50% au maximum, des lycéens inscrits dans un autre établissement (mais les transports seront alors remboursés sur la base du trajet le moins cher des deux). L'équipe est encadrée par un enseignant responsable (dénommé professeur 1), en association éventuelle avec un autre encadrant (dénommé encadrant 2) en lien avec le projet. Le nombre d'équipes inscrites par le professeur 1 est au maximum égal à quatre. Le professeur 1 enseigne obligatoirement dans l'établissement où est scolarisée la majorité des élèves, sauf accord explicite du comité national.

La préparation du projet s'effectue si possible en collaboration avec un ou des conseillers extérieurs à l'établissement d'enseignement, choisis sous la responsabilité des professeurs. Les élèves sont éventuellement aidés par un personnel de laboratoire de l'établissement où se déroule leur scolarité.

En outre, un laboratoire ou entreprise qui souhaite s'associer aux Olympiades de Physique France peut :

- accorder une disponibilité en temps de travail à un/des membre(s) de son personnel (technicien, ingénieur, chercheur) pour conseiller les travaux d'une équipe,
- prêter ou donner le matériel nécessaire à la réalisation du projet,
- accueillir l'équipe avec son professeur et la faire profiter de ses installations.

Les expériences peuvent être également effectuées dans un cadre privé, sous la responsabilité des intéressés.

Article 4.

Les moyens nécessaires à la mise en œuvre des Olympiades de Physique France sont fournis par les établissements d'enseignement, par les services ministériels et rectoraux concernés et par tous les organismes et entreprises, publics ou privés, qui souhaitent s'y associer.

Le Comité national des Olympiades apporte une contribution financière à la mise en œuvre du projet expérimental.

Le projet se conclut au cours du premier trimestre de la classe de terminale (ou de première) et est présenté à l'échelon interacadémique puis, s'il est sélectionné, à l'échelon national.

Le travail effectué par une équipe est réalisé, pour tout ou partie, au lycée et dans les laboratoires ou entreprises concernés.

L'activité expérimentale abordée peut prendre différentes formes : mise en place d'une expérience, observation et traitement de données, réalisation d'un objet, analyse technique d'un processus industriel, amélioration et renouvellement d'expériences de travaux pratiques, etc. Les sujets interdisciplinaires sont encouragés dès lors que la connaissance des phénomènes physiques mis en œuvre est assurée. La présentation d'une expérience devant le jury est attendue dans tous les cas, sauf accord préalable avec le comité. Une expérience qui ne peut pas être réalisée devant le jury (après accord du comité) devra faire l'objet d'une présentation vidéo.

Article 5.

La langue du concours est le français.

Le concours se déroule en deux temps :

- sélection régionale ou concours interacadémique (CIA), en décembre, auquel participent les équipes d'une même académie ou de plusieurs académies regroupées. Il est prévu que les épreuves se passent dans les centres choisis, mais la participation par visioconférence est possible, notamment pour des raisons de temps et de coût de transport. Dans ce cas, un enregistrement vidéo de la « répétition générale de la présentation devant le jury » sera fourni par les équipes, ainsi que le diaporama correspondant de façon à pallier les incidents de transmission en temps réel.
- concours national (CN), au début de l'année suivante, auquel participent, sur le lieu d'accueil du concours, les équipes sélectionnées dans les concours interacadémiques. La composition de ces équipes reste identique à celle des concours interacadémiques. La visioconférence sera néanmoins prévue comme solution de repli.

Article 6.

Lors de la sélection interacadémique comme lors du concours national, les élèves de chaque équipe exposent leur travail après avoir déposé un mémoire succinct (20 pages maximum) qui est examiné par un rapporteur, membre du jury, avant le jour du concours. La mise en place de la présentation devant le jury est effectuée par les élèves de l'équipe avec l'aide exclusive du professeur 1 et éventuellement de l'encadrant 2.

Titre du projet : le nom de l'équipe est le titre de son projet ; il est inscrit sur le site par le

Professeur 1 et peut évoluer au fil du temps. Toutefois, si au soir des sélections interacadémiques, ce titre n'évoque absolument pas la teneur du projet, le comité national affecte un nouveau titre après avoir sollicité l'avis du Professeur 1.

Les critères de l'évaluation du jury sont multiples : qualité de l'expérimentation, démarche scientifique, clarté et dynamisme de la présentation, maîtrise du sujet, originalité, inventivité, possibilités de développement, esprit d'initiative et travail d'équipe. Une grille servant de base à l'évaluation du jury est portée à la connaissance des participants.

Les jurys (CIA et CN) attendent des éléments originaux et une touche personnelle dans les expériences et les mémoires des équipes candidates. La source de tout extrait de document cité doit être mentionnée. La participation explicite de l'équipe aux expériences doit être visible.

La prestation des équipes devant le jury suit les modalités suivantes :

- 20 minutes d'exposé avec expériences (ou présentation filmée d'expériences)
- 10 minutes consacrées aux questions sur le travail réalisé
- 10 minutes informelles d'échanges entre membres du jury et élèves autour des expériences.

À l'issue de leur présentation au concours national, les équipes présentent leur projet en exposition publique.

Article 7.

Le jury national est composé d'enseignants, de chercheurs, journalistes scientifiques et représentants des divers partenaires (ministères concernés, entreprises et fondations d'entreprises, établissements publics, associations socioprofessionnelles).

Les jurys interacadémiques ont une composition analogue. Il est souhaitable qu'ils s'adjoignent des représentants des collectivités territoriales. Un membre du Comité national est présent au concours interacadémique et assiste aux exposés en tant qu'observateur mais n'est pas membre du jury. Il participe aux discussions mais pas aux décisions du jury. Il reçoit communication de l'ensemble des documents adressés au jury.

Article 8.

Le jury interacadémique sélectionne des équipes pour le concours national dans les limites fixées chaque année par le Comité national (cf. Article 9). Toutes les équipes engagées dans un concours interacadémique reçoivent une récompense attribuée par les organisateurs régionaux.

Le jury national décerne des prix divers, en fonction des disponibilités définies par le Comité national. Tout montant éventuel destiné aux équipes au titre de ces prix est versé par l'intermédiaire du lycée, d'une association qui y est active ou du professeur 1, qui s'engage à le répartir entre les élèves.

Le Comité des Olympiades de Physique France se réserve le droit de déclasser a posteriori toute équipe qui commettrait des dégâts sur les lieux du concours ou qui manquerait aux consignes données par les organisateurs.

Article 9.

L'organisation des Olympiades de Physique France est assurée, à l'échelon national, par le Comité national, composé en particulier de membres de l'UdPPC et de la SFP, d'enseignants, de chercheurs et ingénieurs. Ses membres sont cooptés sous réserve des dispositions de l'article 1. Les présidents de la SFP et de l'UdPPC ainsi que le doyen de l'inspection générale de physique-chimie sont membres de droit du Comité national.

Le Comité national assure notamment :

- l'information des professeurs,
- l'élaboration du budget et la recherche des partenaires,
- la collecte et la répartition des fonds nationaux (la gestion comptable est assurée par la SFP),
- la relation avec les partenaires,
- la relation avec les équipes,
- en interaction avec un comité d'organisation local, la mise en place du concours national,
- la révision annuelle des modalités des concours,
- la définition annuelle des prix et des récompenses,
- la publicité générale de l'opération auprès des ministères, des entreprises, des établissements publics ou privés, du public, etc.
- la responsabilité du site internet.

Article 10.

L'organisation des concours interacadémiques des Olympiades de Physique France est placée sous la responsabilité d'un correspondant académique Olympiades de Physique France de l'UdPPC et/ou d'un correspondant régional de la SFP, qui constituent à cet effet un comité interacadémique local.

Chaque comité interacadémique local est chargé :

- d'assurer la publicité de l'opération auprès des établissements d'enseignement secondaire de la région, des collectivités territoriales, etc.
- de collecter et de gérer les fonds régionaux destinés aux Olympiades, par l'intermédiaire du correspondant académique Olympiades de Physique France de l'UdPPC ou de la SFP
- d'organiser le concours interacadémique et de recruter le jury local
- de rechercher des récompenses à offrir dans le cadre de ce concours.

Article 11.

La prise en charge des frais de mission répond aux règles limitatives suivantes :

- pour chaque équipe participant aux concours interacadémiques, les frais de transport éventuels des élèves, du professeur 1 et éventuellement de l'encadrant 2 dûment inscrits dans la base de données. (Ces frais sont pris en charge soit par le lycée, soit par un mécène local, soit par la section UdPPC ou SFP de l'académie de l'équipe) ;
- pour chaque équipe participant au concours national, les éventuels frais de transport en France métropolitaine, de repas et d'hébergement pour la participation au concours national des élèves, du professeur 1 et éventuellement de l'encadrant 2 dûment inscrits dans la base de données (s'adresser au comité national) ; aucun dépassement sur les montants convenus avant le début des épreuves ne sera accepté ;

- pour chaque équipe ayant participé aux concours interacadémiques mais non sélectionnée pour le concours national, les frais de transport du professeur 1 OU de l'encadrant 2 pour assister au concours national.

Dans tous les cas, la prise en charge des transports, repas et hébergement est effectuée au tarif le plus économique compatible avec les conditions du déplacement (tout supplément étant à la charge de l'intéressé, le comité national pouvant imposer une modalité ...).

Article 12.

Les équipes d'établissements francophones en dehors de France métropolitaine sont les bienvenues. Toutefois, la prise en charge des frais de transport n'est assurée que sur le territoire métropolitain.¹ Une contribution minoritaire aux frais d'aller-retour jusqu'en métropole est possible dans certains cas (DOM/TOM).

Article 13.

Visites : les frais de transport relatifs aux équipes peuvent être pris en charge, selon les cas, soit par l'établissement qui accueille la visite soit à défaut par le lycée ou par le comité national. Il arrive que les horaires imposent de passer une nuit en déplacement. Lorsque ce cas se produit et que le déplacement est à la charge du comité national, la prise en charge est limitée à une nuit. En outre, les repas de midi (et eux seuls) qui ne sont pas pris en charge par l'établissement d'accueil bénéficient sur demande d'une indemnité forfaitaire de 10€ de la part du comité.

¹ L'Agence pour l'Enseignement français à l'Étranger ne prend plus en charge les frais d'aller retour jusqu'en France des équipes issues de ses établissements.